

Consultation publique n°2024-13 du 24 juillet 2024 relative au prochain tarif d'utilisation des terminaux méthaniers régulés

Question 2 : Etes-vous favorable à la limitation à 20 ans de la durée d'amortissement des actifs de Fos Cavaou mis en service à partir de 2025 ?

Favorable

Les actifs mis en service après le 1er janvier 2021 de Montoir sont amortis sur 20 ans au lieu de 40 ans depuis l'ATTM6. La limitation de la durée d'amortissement permettrait de réduire le risque de coûts échoués. La demande est également cohérente avec les dernières Délibérations tarifaires ATRT8 et ATS3.

L'impact fiscal éventuel de cette mesure pour Elengy devra cependant être mesuré et intégré dans les coûts couverts par le tarif.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'adaptation de la prime spécifique pour les nouveaux investissements ? Avez-vous des remarques concernant les montants considérés pour cette dernière ?

Défavorable

Le taux de rémunération doit refléter une juste rémunération des capitaux investis, au regard des risques associés. La réduction de la durée d'amortissement vise à limiter les coûts échoués et éviter une augmentation des tarifs trop importante aux clients mais ne réduit pas d'autres risques financiers supportés par Elengy. En effet, les terminaux méthaniers sont face à des risques forts - principalement liés au vieillissement des installations (risque de défaillance technique, risque d'accident) - seulement partiellement compensés par la réduction de durée de vie des actifs.

La juste rémunération des capitaux investis doit permettre de maintenir l'attractivité des investissements dans les infrastructures régulées en énergie en France, au regard des autres classes d'actifs.

Le Groupe Caisse des Dépôts considère que le risque de commercialisation a augmenté pour Elengy depuis la dernière période tarifaire avec la baisse prévisionnelle des importations de gaz naturel couplée à l'augmentation de la concurrence européenne avec la mise en service de plusieurs terminaux en Europe.

Ainsi, pour les nouveaux actifs construits à partir de 2025 - dont la durée de vie est limitée à 20 ans - augmenter la prime à 250 bps au regard des risques associés paraît justifié.

Question 4 : Considérez-vous que mettre fin à l'indexation de la BAR pour prendre l'inflation en compte directement dans le taux de rémunération permet une meilleure maîtrise à long terme du coût d'utilisation des terminaux méthaniers ? Avez-vous des remarques sur la mise en œuvre de cette mesure pour les actifs entrant en service à partir du 1er janvier 2025 ?

Le Groupe Caisse des Dépôts partage l'objectif de rechercher les façons d'éviter un ciseau tarifaire à moyen terme et de limiter le risque d'actifs échoués. Le passage d'une BAR réelle à une BAR nominale pour les nouveaux actifs devrait permettre une meilleure maîtrise de l'évolution tarifaire d'utilisation des terminaux dans le temps et ainsi de limiter le risque d'actifs échoués.

En tout état de cause, toute évolution sur ce point devrait se traduire par une stricte neutralité financière sur la durée pour Elengy et ses actionnaires. Le Groupe Caisse des Dépôts n'est pas opposé par principe à la désindexation de la BAR à moyen terme, sous réserve que l'inflation soit bien réintégrée à son juste niveau dans le taux de rémunération et la prime associée.

Question 7 : Pour les sites de Fos Cavaou et Montoir-de-Bretagne, êtes-vous favorable à l'augmentation du plafond du k de +/- 3 % à +/- 5 % tel que proposée par Elengy ?

Favorable

Un rythme d'apurement tous les 2 ans avec une limite de +/-5% au lieu de +/- 3% diminuerait les montants de CRCP non apurés en fin de période tarifaire, limitant ainsi le report sur la période suivante.

Question 9 : Etes-vous favorable à la demande d'Elengy de déplaçonner le coefficient k concernant le terminal de Fos Tonkin pour minimiser le reliquat de CRCP en fin de période ? Dans le même objectif, êtes-vous favorable à une mise à jour tarifaire au 1er avril 2028 pour le terminal de Fos Tonkin ?

Favorable

La fin des souscriptions étant 2028, le Groupe Caisse des Dépôts est favorable à l'approche proposée de déplaçonner le coefficient k pour Tonkin afin de limiter le stock de CRCP à cette échéance.

Question 16 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATTM7 ?

Le Groupe Caisse des Dépôts déploie une approche globale d'investisseur responsable de long terme et attache une grande importance à l'adaptation des infrastructures énergétiques françaises à la transition écologique. Afin de pouvoir répondre à cet objectif, il nous paraît indispensable que les gestionnaires d'infrastructure aient les moyens nécessaires pour investir dans la R&D et l'innovation afin d'anticiper au mieux l'avenir de ces infrastructures, notamment l'adaptabilité des installations aux nouvelles molécules tout en garantissant une flexibilité et un rôle d'assureur du secteur énergétique.